

Ce document rend compte des résultats issus des travaux menés par les étudiant-e-s de la classe 3EDEpe2.

Quelles sont vos réactions (indignations, constats, surprises, réflexions) suite à la diffusion de cette capsule vidéo ?

Débattez par groupe de 4. Retour oral.

D'une manière générale, il n'y a pas de surprise en soi. **Cette situation est déjà connue** des étudiants, ceci essentiellement de par la formation et les cours en lien avec la politique sociale.

Une part d'indignation se porte sur le fait que la Suisse, l'un des pays les plus riche et développé, **n'investit pas plus dans son avenir**. Des liens sont effectués avec la votation de ce week-end et l'adoption par le peuple de nombreux milliards pour l'acquisition d'avions de combat.

Un constat est établi autour de la **notion d'engagement** et de la nécessité, aujourd'hui, dans cette profession, de s'engager afin de faire évoluer les cadres.

Plusieurs étudiants relèvent la **limite du fédéralisme** et questionne le bon sens d'une telle organisation pour des sujets comme l'accueil des enfants. N'y aurait-il pas un moyen de renforcer une unification des manières de faire ?

Il est relevé la notion du **choix de société** dans une période où les moyens publics manquent cruellement dans de nombreux domaines.

Le **modèle économique capitaliste** est pointé du doigt. Ce sont toujours les mêmes qui s'enrichissent. Ne peut-on pas contraindre les grandes entreprises à participer davantage au financement des structures publiques ?

Comment expliquez-vous la situation actuelle ?

En plénum.

- Le fédéralisme divise les forces au lieu de les rassembler.
- La Suisse s'inscrit dans une culture de droite par rapport à la vie privée et familiale. Son organisation est une affaire privée. Un changement de culture doit s'opérer si on entend vouloir augmenter les aides publiques dans les subventionnements.
- L'éducation ne se rend pas visible de manière productive et financière. Il est difficile de montrer en quoi il s'agit là d'un investissement rentable.
- La féminisation du métier n'aide pas à le rendre visible aux yeux des décideurs politiques qui s'inscrivent dans une vision qui demeure machiste de la société.
- Il manque une coopération plus soutenue entre associations, professionnels, écoles et familles. C'est un projet de société qui doit être porté par tous et de manière plus organisée !

Quelles actions sont envisageables à votre niveau (praticien de terrain et étudiant) ?

Réflexion en duo et compte-rendu sur une feuille A4

- Rendre plus visible le métier et les points de vue des professionnels, notamment par des campagnes sur les réseaux sociaux, l'organisation de manifestations et de formations,
- Adhérer à des associations professionnelles,
- Rendre plus visible l'impact du manque de financement,
- Mieux s'informer des projets politiques des partis en matière de politique sociale et familiale afin d'élire des personnes en connaissance de cause,
- Etre plus curieux, en s'informant sur ce qui se passe ailleurs,
- Engagement politique.

Quels seraient les signes, dans votre pratique, d'une amélioration de la qualité d'accueil des enfants ?

Chaque duo écrit une proposition par post-it. 5 post-it par duo. Puis ceux-ci sont échangés avec un autre groupe. Elimination de la proposition la moins « parlante ». Reproduction du processus jusqu'à qu'il ne reste qu'une proposition par groupe.

- *Une dotation en personnel augmentée et uniforme entre les cantons (plus de professionnels par enfants).* Cette proposition recueille plus de 75% des voix.
- *Une dotation en personnel formé augmentée et uniforme entre les cantons (un plus haut taux de personnel formé).* Cette proposition recueille 15% des voix.
- *Une plus grande reconnaissance salariale pour le personnel formé.* Cette proposition recueille 10%.
- Propositions éliminées au premier tour :
 - *plus de places disponibles,*
 - *une plus grande participation de l'Etat dans les subventionnements,*
 - *recherche plus poussée dans les neurosciences (incidence d'un accueil de qualité),*
 - *proposer des pédagogies différenciées,*
 - *les stagiaires ne doivent pas être indispensables au fonctionnement d'une structure,*
 - *développer les formations continues,*
 - *plus de temps de travail compté « hors enfant »,*
 - *plus d'espace dans les locaux,*
 - *projet pédagogique obligatoire.*

Quelles sont les principales différences que vous observez entre les cantons ?

Plénum

Dans la classe, les étudiant-e-s proviennent des cantons de NE, JU, BE, FR et VD.

Il est relevé que de nombreuses différences sont présentes, notamment concernant le taux d'encadrement, la surface disponible par enfant ou encore les salaires. Les Jurassiens relèvent la difficulté de trouver des cadres légaux suffisamment précis au sein de leur canton. Les étudiant-e-s s'unissent pour dénoncer que l'une des difficultés réside essentiellement dans le fait que chaque canton développe ses propres critères pour définir le taux d'encadrement ou encore le calcul de la surface disponible, rendant les comparaisons compliquées. Une unification de ces critères seraient déjà un premier pas afin de pouvoir, ensuite, unifier ces normes.